



# Partenariats entre territoires et ODD : comment « ne laisser personne derrière »

14 Juin, 2016 - 14h00 à 18h00

Lieu : Délégation du Gouvernement Basque auprès de l'Union Européenne- 27, Rue  
des Deux Eglises, Brussels

## Programme

*Interprétation en en – es – fr*

**13h00 Déjeuner de networking offert par PLATFORMA**

### **14h00 Session d'ouverture**

**M. Paul Ortega** - Directeur de l'Agence Internationale de Coopération du Pays Basque /  
Région leader du Groupe de Travail de Coopérations Externes de la CRPM

**Mme Rosario Bento Pais** - Chef de l'Unité B2 "Société Civile, Autorités Locales", DG  
Coopération Internationale et Développement (DEVCO), Commission Européenne

**M. Patrizio Fiorilli** – Directeur, PLATFORMA

**M. Giovanni Camilleri** - Coordinateur International de l'Initiative PNUD ART

### **14h45 Approches Territoriales pour la mise en œuvre des ODD : Favoriser la Cohérence, l'Efficacité et la Redevabilité**

**Modérateur : Mme Eleni Marianou**, Secrétaire Générale, CRPM

#### **Intervenants :**

**M. Jorge Rodríguez Bilbao** –Chargé d'aide et de coopération internationales - Quality  
management officer-Decentralisation – Unité B « Société civile et Autorités locales », DG  
DEVCO, Commission européenne

**Mme. Aziza Akhmouch** - Chef du programme sur la gouvernance de l'eau, Centre des  
Politiques de développement régional, OCDE

**M. Paul Ortega** - Directeur de l'Agence de Coopération Internationale du Pays Basque

**Mme Silvia Grandi**, Directrice, Direction de la Coordination des Politiques européens,  
Accords et Programmes Territoriaux Spécifiques – Région Emilia Romagne

**M. Jerker Sattin** – Directeur des Relations internationales, Association Suédoise des  
Autorités Locales – Représentant de PLATFORMA



Tel: +322 285 45 10 - Fax: +322 285 45 55

[bruselas@euskadi.eus](mailto:bruselas@euskadi.eus)

[www.euskadi.eus/europa](http://www.euskadi.eus/europa)

27, Rue des Deux Églises  
1000 Bruxelles

Tweeckerkenstraat 27  
1000 Brussel



## 16h15 Coordination vertical et horizontale pour la mise en œuvre des ODD : Atteindre une gouvernance multi-niveaux et accroître les approches intersectorielles

**Modérateur : M. Giovanni Camilleri** – Coordinateur international, PNUD-ART

### **Intervenants :**

**M. Eduardo Tabosa Gonçalves** – Secrétaire Général, Confédération nationale de municipalités du Brésil, Maire de Cumara

Taskforce mondiale des gouvernements locaux et régionaux, Cités et Gouvernements Locaux Unis CGLU (**à confirmer**)

**M. Carles Llorens** – Secrétaire Général, ORU-FOGAR

**Mme Ikbel Kerkeni** – Chargée de la coopération internationale, Gouvernorat de Sousse

**Mme Flavia Donati** – Chargée des Partenariats et de la Coopération internationale, Région Toscane, représentant de PLATFORMA

## **17h45 Rapports et Conclusions**

### **Rapporteurs :**

**M. Wouter Boesman** – chargé du plaidoyer à PLATFORMA

**M. Aitor Gabilondo** – Fonds Basque / Association d'entités de coopération basques (Euskal Fundoa)

### **Conclusions :**

**M. Luc Martens** – Vice-Président, CCRE

**M. Michael ELLIS** – Conseiller, Direction A « Politique de développement et coopération internationale », DG DEVCO, Commission européenne

**Mme Marta Marin** - Déléguée du Gouvernement, Délégation du Gouvernement Basque auprès de l'UE

## **18h00 Fin du Séminaire**



Telf: +322 285 45 10 - Fax: +322 285 45 55

[bruselas@euskadi.eus](mailto:bruselas@euskadi.eus)

[www.euskadi.eus/europa](http://www.euskadi.eus/europa)

27, Rue des Deux Églises  
1000 Bruxelles

Tweakerkenstraat 27  
1000 Brussel



**Objectif du Séminaire** - Echanger parmi une grande variété d'acteurs sur les aspects pratiques de comment les Partenariats entre Territoires et la Coopération Décentralisée contribuent à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable et ses Objectifs du Développement Durable (ODD); et contribuent ainsi à un développement humain durable aux niveaux régional et local.

**Les gouvernements locaux et régionaux, acteurs cruciaux du nouveau cadre mondial pour le développement durable** - Le nouveau cadre mondial de la politique de développement, « l'Agenda 2030 pour le Développement Durable », a été adopté en Septembre 2015 par les Chefs d'Etat et de Gouvernement et leaders mondiaux lors du Sommet de l'ONU sur le Développement Durable. L'Agenda comprend 17 Objectifs du Développement Durable (ODD) et 169 sous-objectifs pour mettre fin à la pauvreté, combattre les inégalités et le changement climatique d'ici à 2030. Parmi eux, figurent l'ODD N° 11 « Villes et établissements humains ouverts à tous, sûrs, résilients et durables » et l'ODD N° 16 « Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives à des fins de développement durable, assurer l'accès à la justice de toutes et tous et mettre en place des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous les niveaux. ». L'agenda reconnaît le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la mise en œuvre des ODD, fournit des outils pour les atteindre, et encourage les partenariats entre les acteurs locaux, nationaux et internationaux.

**A l'initiative du Gouvernement Basque**, les 180 régions membres de la **Conférence des Régions Périphériques Maritimes (CRPM)** ont adopté lors de leurs Assemblée Générale en 2015 la **prise de position** « La Coopération Décentralisée et la dimension régionale de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable »<sup>1</sup>

Les responsabilités grandissantes des GLR dans les politiques publiques locales et nationales de par le monde, et le consensus sur l'impact de leur action extérieure, positionne les GLR comme des partenaires clés pour la réalisation d'un développement humain durable. De nombreux gouvernements locaux et régionaux se sont vivement engagés dans les discussions sur leur rôle dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de l'agenda mondial. Depuis des décennies, les gouvernements locaux et régionaux (GLR) ont joué un rôle très actif dans le paysage de la coopération au développement ; un domaine qui représente un instrument très important pour la mise en œuvre des ODD. Les partenariats entre territoires, à travers les échanges techniques et le renforcement mutuel de capacités, se sont révélés essentiels pour améliorer la prestation des services publics, la gouvernance locale et le développement économique local à la fois pour le Sud Global, et pour le Nord.

Comme cela a été démontré au cours des Dialogues Mondiaux menés par le Groupe des Nations Unies pour le Développement lors de l'élaboration de l'Agenda 2030 et des ODD,

<sup>1</sup> [http://www.crpm.org/pub/docs/448\\_fr-cpmr-position-2030agendasd.pdf](http://www.crpm.org/pub/docs/448_fr-cpmr-position-2030agendasd.pdf)





il est désormais inscrit dans l'Agenda que les GLR, avec les autres acteurs locaux comme les organisations de la société civile, les académies, ou le secteur privé, doivent être placés au cœur de la mise en œuvre infranationale des ODD.

**L'expérience novatrice du Pays Basque dans le domaine de la cohérence des politiques pour le développement** - La cohérence des politiques pour le développement (CPD) visant à faire progresser les politiques de développement humain durable avec une efficacité et responsabilité accrue constitue un enjeu pour tous les échelons de gouvernements et d'administrations. Le Gouvernement Basque est engagé publiquement à promouvoir l'action du gouvernement pour relever ce défi. Dans ce contexte, l'approche basque adopte la CPD comme principe directeur pour l'élaboration des politiques et comme une formule pour la concrétisation des solutions aussi bien au niveau local qu'international.

Mené par **l'Agence de coopération internationale du Pays Basque** et approuvé par le Conseil du Gouvernement Basque, le **Cadre de cohérence des politiques basque** inscrit l'engagement de tous les ministères du gouvernement à poursuivre la CPD en réponse aux ambitions et aux objectifs de l'Agenda 2030 et de ses ODD. Le gouvernement basque s'engage également à partager son expérience continue sur la mise en œuvre de ce cadre PCD dans l'espoir de faciliter le travail des autres gouvernements régionaux et locaux, ainsi que des institutions de l'Union européenne.

**Le soutien de l'Union Européenne et du Programme de Développement des Nations Unies à la Coopération Décentralisée** - Dans le cadre de sa politique extérieure, l'Union Européenne, particulièrement via la Commission Européenne, apporte un soutien crucial aux gouvernements locaux et régionaux, à la fois dans les Etats Membres de l'UE et dans les pays partenaires.

La Communication de la Commission européenne « Accorder une autonomie accrue aux autorités locales dans les pays partenaires pour une meilleure gouvernance et des résultats plus concrets en matière de développement » reconnaît les GLR en tant que véritables acteurs de la coopération au développement et, conformément au principe de subsidiarité, comme des partenaires clés pour la bonne gouvernance et le développement durable.

La Communication de 2013 souligne que la coopération décentralisée entre les GLR européens et leurs homologues des pays tiers apporte une valeur ajoutée à la mise en œuvre des actions de développement, par l'apprentissage continu de pairs à pairs, le transfert de savoir-faire et la valorisation de la participation des acteurs locaux au sein de l'espace public au niveau local. Elle appelle également aux GLR européens à mettre en commun leur expertise pour participer à des activités de coopération plus systématiques, afin de renforcer l'impact de cette coopération au niveau local, dans le respect des principes de l'efficacité de l'aide et du développement. Enfin, la Communication affirme que



Telf: +322 285 45 10 - Fax: +322 285 45 55

[bruselas@euskadi.eus](mailto:bruselas@euskadi.eus)

[www.euskadi.eus/europa](http://www.euskadi.eus/europa)

27, Rue des Deux Églises  
1000 Bruxelles

Tweekerkenstraat 27  
1000 Brussel





le soutien à la coopération décentralisée « doit reposer sur un partenariat clair et solide et s'articuler autour des grands engagements relatifs à l'efficacité de l'aide qui sous-tendent les bons programmes de développement, y compris dans le but d'éviter la fragmentation. »

## L'approche du Programme des Nations Unies pour le Développement vis-à-vis de la gouvernance locale et du développement local - Le PNUD

travaille dans près de 170 pays et territoires, contribuant à l'éradication de la pauvreté et à la réduction des inégalités et de l'exclusion. Elle aide les pays à élaborer des politiques, des compétences en leadership, les capacités de partenariat, les capacités institutionnelles et à renforcer la résilience afin d'assurer la pérennité des résultats du développement.

Le PNUD est profondément impliqué dans tous les processus autour de la mise en œuvre de l'Objectif de Développement Durable, en particulier le soutien de la mise en œuvre au niveau local : « la localisation des ODD ». En tirant des leçons de la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), si le nouveau cadre de développement veut respecter ses engagements et se veut vraiment transformatif - un Agenda « du peuple, pour le peuple, et par le peuple » - il doit être mis en œuvre et réalisé pleinement au niveau local. Par conséquent, la localisation du nouvel Agenda, processus qui prévoit une concrétisation des ODD sous forme de pratiques au niveau local, sera le seul moyen d'assurer un impact concret et positif sur la vie des populations.

Dans ce contexte, alors que nous devons faire face à des défis critiques, dont beaucoup sont d'ordre mondial à fort impact territorial, les gouvernements locaux et régionaux ont un rôle essentiel à jouer dans la définition de priorités, l'exécution des plans, le suivi des résultats et la collaboration avec les entreprises et les communautés locales, en particulier dans le cadre de l'émergence de formes de gouvernance plus décentralisées. Les gouvernements locaux et régionaux ont donc un rôle essentiel à jouer en tant que partenaires et d'acteurs du développement, et leur participation à la mise en œuvre du nouvel Agenda sera essentielle afin que personne ne soit laissé pour compte.

En Mars 2016, le PNUD a présenté sa nouvelle approche intégrée de la gouvernance locale et du développement local<sup>2</sup> qui orientera la coordination et l'action sur le terrain et qui répond aux défis liés à « la localisation de l'Agenda 2030 ».

**PLATFORMA, la voix Européenne des Autorités Locales et Régionales pour le Développement** - PLATFORMA est le réseau des gouvernements locaux et régionaux (GLR), et de leurs associations, actifs dans le domaine de la coopération au développement entre l'Europe et les pays partenaires. PLATFORMA a 34 membres : associations européennes et internationales, associations nationales et gouvernements

<sup>2</sup> [http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/democratic-governance/local\\_governance/integrated-framework-to-support-local-governance-and-local-devel.html](http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/democratic-governance/local_governance/integrated-framework-to-support-local-governance-and-local-devel.html)





locaux et régionaux à titre individuels. Le Secrétariat est hébergé par le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE).

Depuis son lancement en 2008, PLATFORMA s'est activement engagé avec les institutions européennes pour informer et participer constructivement à la formation de la politique européenne de développement avec deux objectifs principaux : i. renforcer le soutien de l'UE à la gouvernance locale dans les pays partenaires et, ii. Renforcer le soutien de l'UE à la coopération décentralisée comme moyen de mise en œuvre de la coopération au développement. A ce titre, PLATFORMA a activement contribué à l'élaboration de l'Agenda 2030<sup>3</sup>.

En 2015, PLATFORMA a signé un Partenariat Stratégique avec la Direction Générale pour la Coopération Internationale et le Développement de la Commission Européenne, par lequel les signataires s'engagent à prendre des mesures basées sur des valeurs et objectifs communs pour lutter contre la pauvreté et les inégalités dans le monde, et promouvoir la démocratie et le développement durable.

## Documents de référence

- Citizen-based monitoring of development cooperation to support implementation of the 2030 Agenda, Development Cooperation Forum Policy Brief.
- Coopération décentralisée et dimension régionale de l'Agenda 2030 pour le développement durable, Position politique de la CRPM.
- El rol estratégico de los territorios y de la cooperación descentralizada en la Agenda de Desarrollo Post-2015, Revista Española n.37.
- Integrated Framework to Support Local Governance and Local Development, United Nations Development Programme.
- Monitoring and review of development cooperation at the local level, Development Cooperation Forum Policy Brief.
- Report of the Dialogues on Localizing the Post-2015 Development Agenda, United Nations Development Group.

<sup>3</sup> [http://platforma-dev.eu/event.php?parent\\_id=19&page\\_id=229](http://platforma-dev.eu/event.php?parent_id=19&page_id=229)

